



## **Chroniques d'une Indépendance piégée/volet 2 :** *Table ronde et destruction d'un pouvoir souverain*

Mots-clés : Katanga ; Lumumba ; L'indépendance du Congo ; les Nations Unies

**Justin M. Ndandu**

*Cette année, nous commémorons les 60 ans de l'Indépendance du Congo. Certains estiment que la situation actuelle n'a pas de quoi nous réjouir. Avant de s'auto-flageller, il est important de bien comprendre les logiques causales de ce qui peut apparaître comme un échec. Les déboires du Congo, dès le lendemain de son accession à l'indépendance, sont à mettre sur le compte de deux aspects : l'impréparation des Congolais à assumer la gestion de leur pays dans un contexte néocolonial et de guerre froide, mais surtout les coups fourrés de la métropole afin de mettre en échec les velléités d'une indépendance véritable du Congo. Dans un premier volet, nous nous sommes attardé sur l'instruction minimaliste dispensée aux populations dites indigènes du Congo. On est notamment revenu sur le fait que le royaume de Belgique voulait se protéger de toute velléité de prise de conscience des droits politiques par ses colonisés. Prise de conscience qui aurait pu conduire à des revendications politiques, et in fine à l'exigence de l'indépendance. Dans ce second volet, nous allons voir comment l'ancienne métropole s'est arrangée pour saboter l'indépendance du Congo, laquelle fut concédée à contrecœur.*

Dans une récente interview accordée au Journal *Le Soir* du 21 juin 2020, le politologue congolais, Jean Omasombo Tshonda, est revenu sur les pièges de l'indépendance du Congo et la manière dont le Congo, dit-il, a été, en 1960, « assassiné ». Il rappelle les décisions prises par le gouvernement belge avant le 30 juin 1960 pour vider, dépouiller, spolier le Congo de son patrimoine économique et financier. Il dénonce aussi les entraves visant à empêcher le nouvel État de prendre son envol. Lors de la Conférence de la Table ronde politique, les dirigeants belges avaient non seulement « acheté » des « nègres » de service grâce auxquels ils allaient mettre des bâtons dans les roues de nouvelles autorités congolaises, mais ils ont surtout pris la décision radicale de l'élimination du plus grand leader congolais, Patrice Emery Lumumba.

Il est désormais de notoriété publique que l'establishment du royaume de Belgique était prêt à tout pour conserver sa poule aux œufs d'or, « son Congo ». Jean Omasombo le rappelle : « *Le 27 juin, soit trois jours avant l'indépendance, le gouvernement Eyskens prend un décret suivant lequel toutes les entreprises jusque-là congolaises, comme l'Union minière, sont devenues belges. Lorsque le Congo, le 30 juin 60, arrive à la date de l'indépendance, le pays est totalement rasé, vidé. Il gardait son unité, mais tout, argent, entreprises, était parti, transféré. En outre, les Belges avaient posé partout de la dynamite, d'autant plus que Lumumba avait remporté les élections de mai 1960. Après la Table ronde politique, le 1er mars 1960 une réunion s'était tenue au cabinet du Premier ministre Eyskens en présence du ministre des Affaires africaines d'Aspremont Linden et du professeur Doucy de l'ULB. J'en ai retrouvé le PV : il y était clairement dit qu'il fallait tout faire pour garder le Congo et le texte mentionnait*

*le nom de tel ou tel Congolais qu'il fallait corrompre. La conclusion était claire : celui qu'il fallait éliminer à tout prix, c'est Patrice Lumumba ».*<sup>1</sup>

A propos de la décision des dirigeants belges d'éliminer Patrice Emery Lumumba, il n'y a plus de doute qu'elle a longuement été discutée et prise de façon réfléchie et consensuelle. Cette décision est corroborée par ce que l'historien belge Hugues Wenkin a découvert dans les archives du ministre des Affaires étrangères belge de l'époque, d'Aspremont-Lynden : « *J'ai trouvé dans la liasse d'archives de d'Aspremont-Lynden un document véritablement sulfureux : une note signée du conseiller politique de Gaston Eyskens (Premier ministre) datée du 12 juillet 1960, préconisant d'éliminer Patrice Lumumba (...). J'avoue que j'ai été estomaqué par la portée de ce document ».*<sup>2</sup>

### **Les dés étaient pipés d'avance**

Dans une interview dans le journal *Le Soir* du 21 juin 2020, Jean Omasombo Tshonda, politologue congolais et chercheur scientifique au Musée d'Afrique central de Tervuren affirme sans nuances : « *En 1960, le Congo a été assassiné. Il n'y avait plus rien ».*

Cette affirmation est corroborée par le sociologue belge Ludo De Witte : « *Peu après l'indépendance, quand Lumumba joignit l'acte à la parole et qu'il africanisa l'armée congolaise, toujours dirigée jusqu'alors par des officiers belges, la coupe fut pleine pour Bruxelles. Les troupes belges intervinrent et coupèrent la riche province du cuivre, le Katanga, de l'autorité centrale, de sorte que d'un seul coup, le gouvernement congolais était privé des trois quarts de ses revenus ».*<sup>3</sup>

Mais l'ancienne métropole n'était pas seule à la manœuvre, même l'Organisation des Nations Unies fut mise à contribution. Appelée à la rescousse par un pays indépendant et souverain, membre de cette organisation internationale qui fut fondée pour assurer et maintenir la paix dans le monde, au lendemain de la seconde guerre-mondiale, l'ONU, ce « *Machin* », comme disait le général Charles De Gaulle, s'est mise au service des appétits impérialistes des puissances occidentales, notamment des États-Unis, à l'encontre des principes démocratiques : « *A la demande du Congo, les Nations Unies envoyèrent des troupes, mais les casques bleus ne mirent aucun bâton dans les roues des Belges. Au contraire, les hauts responsables de l'ONU prirent fait et cause pour la province du Katanga sécessionniste, contre le Premier ministre Lumumba. Les envoyés belges et américains promirent leur soutien aux hommes politiques et officiers militaires congolais désireux de se retourner contre le gouvernement congolais. Des paquets de billets de banque furent distribués. Des plans d'assassinat furent élaborés, les uns plus téméraires que les autres (...). A peine trois mois après l'indépendance, le gouvernement de Lumumba était renversé et, quatre autres mois plus tard, le Premier ministre était assassiné ».*<sup>4</sup>

### **Indépendance politique et ingérence politico-militaire**

---

<sup>1</sup> Jean Omasombo, « Je l'affirme en 1960 le Congo a été assassiné. Il n'y avait plus rien », *Le Soir*, 21 juin 2020, <https://plus.lesoir.be/308582/article/2020-06-21/jean-omasombo-je-laffirme-en-1960-le-congo-ete-assassine-il-ny-avait-plus-rien>.

<sup>2</sup> Wenkin, H. (2017). *Le Congo s'embrase*. Weyrich Edition, 240p

<sup>3</sup> De Witte, L. (2017). *L'ascension de Mobutu: comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*. Investig'Action.

<sup>4</sup> De Witte, op.cit., p.21

Dès la proclamation de l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, les coups fourrés et événements malheureux vont donc se succéder, et non pas de manière fortuite.

Le 30 juin déjà, le discours du Premier ministre élu, Patrice Emery Lumumba, va mettre le feu aux poudres. La délégation belge, avec à sa tête le roi Baudouin, vivra très mal la volée de bois vert leur adressée par le Premier ministre congolais qui évoque les humiliations, les injustices subies par les colonisés, la justice très accommodante pour les Blancs et très dure pour les Noirs, les relégations pour convictions religieuses, etc. Malgré le second discours plus consensuel prononcé lors du toast dans la soirée, le mal était fait. Celui que les élites politiques, économiques, financières et religieuses belges considéraient déjà comme le diable en personne, l'ennemi à « *éliminer* » à tout prix, venait d'offrir le prétexte de sa liquidation physique.

Le 4 juillet, au matin, une provocation du général Janssens, commandant de la Force publique, qui avait écrit au tableau « *après l'indépendance=avant l'indépendance* » déclenchait une mutinerie au sein de l'armée dont les officiers étaient demeurés blancs. « *La mutinerie prévisible -mutinerie de revendication-, de la Force publique constituera le déclencheur du processus qui permettra l'exode massif des fonctionnaires (belges), puis servira de prétexte à l'intervention militaire belge et à la sécession du Katanga* ». <sup>5</sup>

Tous les actes et propos des autorités belges concourent à provoquer l'échec du processus d'indépendance. A commencer par le refus des fonctionnaires belges de servir le gouvernement congolais (sur 8.200 fonctionnaires, il en restait 1.600 au mois d'août). Dans son ouvrage « *Le Congo s'embrase* », l'historien belge Hugues Wenkin<sup>6</sup> l'affirme : « *Tout était fait pour conduire le pays à sa perte, après le départ des anciens maîtres belges, décidés à reprendre le Congo* ». A défaut d'éliminer Patrice Emery Lumumba de la scène politique et de renverser le gouvernement central, les « *coalisés* » occidentaux opteront pour les sécessions des provinces dites minières qui procurent l'essentiel des revenus au Trésor public congolais. Selon Jules Chômé, « *le 11 juillet 1960, Moïse Tshombe proclamait l'indépendance du Katanga. Le prétexte donné à cette proclamation, décidée de toutes manières bien avant l'indépendance du Congo, mais qu'il avait fallu retarder jusqu'à ce que la Belgique ait transféré sa souveraineté, était le fait qu'un gouvernement central à majorité extrémiste s'est constitué au Congo et a institué un régime de terreur qui chasse nos collaborateurs* ». <sup>7</sup>

Les incidents provoqués par l'ex-métropole vont se multiplier. Tout semble sciemment calculé et a pour but de rendre le pays ingouvernable afin de proclamer l'incompétence des nouveaux dirigeants congolais, et plus particulièrement, celle du Premier ministre congolais, Patrice Emery Lumumba, qu'il s'agit de faire passer pour un inapte et un incapable.

Le jour de la proclamation de la sécession du Katanga, « *dix avions belges venus de la base de Kamina (dans la province du Katanga) se posaient sur la plaine d'aviation d'Elisabethville (i.e. actuelle ville de Lubumbashi) et débarquaient trois cents paracommandos belges et des soldats du bataillon « Libération » qui allaient entrer immédiatement en action et nettoyer en quelques heures la ville de tous les éléments qui pouvaient faire échec à la proclamation de la*

---

<sup>5</sup> Chômé, J. (1974). *L'ascension de Mobutu. Du sergent Joseph Désiré au général Sese Seko*. Ed. Complexe ; p.31

<sup>6</sup> Wenkin, op.cit

Docteur en science politique de l'ULB, Jean Omasombo Tshonda est professeur de science politique à l'université de Kinshasa (Unikin). Il est également chercheur scientifique au Musée royal d'Afrique centrale à Tervuren. Ses spécialités et domaines de recherche : les évolutions sociopolitiques, la gouvernance et prospective politique, l'histoire politique du Congo.

<sup>7</sup> Chômé, op.cit. pp.11-12

*sécession* ». <sup>8</sup> Il s'agit, dans ce cas d'espèce, d'une violation flagrante de l'intégrité territoriale du Congo, et par conséquent de son indépendance et de sa souveraineté. Les cinq principes du droit international et ceux de la Charte des Nations Unies sur les rapports entre États, rappelons-le, sont les suivants : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; non-agression mutuelle ; non-immixtion dans les affaires intérieures ; égalité et avantages mutuels ; et enfin coexistence pacifique. (Cinq principes de coexistence et le droit international)

### **Corruption des politiciens congolais et mise en œuvre des sécessions**

Les malheurs du nouvel État s'accumulent et les leviers du pouvoir échappent jour après jour des mains du Premier ministre congolais. Son gouvernement est réduit à sa plus simple expression car il ne maîtrise plus grand-chose. Lui et son gouvernement demeurent toutefois très populaires. Bruxelles, Washington (qui est au four et au moulin par son ambassadeur Timberlake et par la CIA interposés), et les Nations Unies (à travers leurs délégués) se démènent et multiplient les complots pour faire tomber Patrice Emery Lumumba.

Dans son ouvrage « *Le Canada dans les guerres en Afrique centrale* », le géo-politologue congolais, Patrick Mbeko, démontre comment ces puissances occidentales et l'Onu menèrent cette saga anti-Lumumba : « *Lundi 5 septembre 1960, Kasavubu (le président congolais) passe à la radio et annonce brutalement la révocation de Lumumba. [...] Mais la réponse de Lumumba ne se fait pas attendre. Après avoir appris sa destitution illégale, il décide, en tant que chef du gouvernement, de destituer le président Kasavubu dont la fonction n'est que symbolique. On se retrouve dans une impasse (...). Kasavubu, appuyé par les Nations Unies, la Belgique, le Canada et les États-Unis, forme un nouveau gouvernement rejeté par la majorité de la population et par le Parlement.* ».<sup>9</sup>

Même certains médias conservateurs d'habitude prompts à prendre fait et cause pour les menées subversives de l'Occident dans les pays du Tiers monde constatent la flagrance du complot fomenté par la Belgique, les États-Unis, l'ONU et leurs « *coalisés* » européens contre l'indépendance du nouvel État. Dans cette offensive contre le Congo, rien ne retient apparemment les « *coalisés* » occidentaux et le « *Machin* ». Tous les coups, et des plus tordus, sont permis : « *La presse souligne sans ambiguïté le parti-pris des Nations Unies dans le développement de la situation. The Times écrit le 7 septembre 1960 : 'Voilà donc l'ONU, apparemment comme toujours impartiale, mais visiblement penchant d'un côté'. Dans le journal belge, La Libre Belgique, il est dit : 'Si M. Kasavubu devait emporter enfin la victoire, c'est à l'ONU qu'il le devrait'. Pour le journal conservateur du royaume, 'sans l'ONU, en quelques heures, Lumumba pourrait reprendre la situation en main avec ses quelques centaines de fidèles* ».<sup>10</sup>

Au vu des événements, il est clair que le nouvel État fait l'objet d'un complot de l'ancienne métropole, et par extension de l'Occident, car on voit bien la main des États-Unis, du Canada, de l'Onu et de bien d'autres qui agissent dans l'ombre<sup>11</sup>. L'indépendance d'esprit de Patrice Emery Lumumba, ses professions de foi sur l'indépendance et la souveraineté congolaises, son intransigeance ainsi que sa détermination à ne jamais brader les intérêts du Congo lui ont attiré une grande animosité et une haine implacable des anciens maîtres et des élites occidentales en général. Alors que le pays nouvellement indépendant est déjà confronté à la sécession

---

<sup>8</sup> Chomé, *ibid.* p.37

<sup>9</sup> Mbeko, P. (2012) *Le Canada dans les guerres en Afrique centrale*, Le Nègre Editeur.

<sup>10</sup> Mbeko, *ibid.*

<sup>11</sup> De Witte, L. (2000). *L'assassinat de Lumumba*. Karthala Editions.

katangaise derrière laquelle la main des dirigeants belges, par l'Union minière filiale de la Société générale belge interposée, se cache très mal, dans le Kasai, la province diamantifère, le scénario mis en oeuvre au Katanga se répète. C'est la Forminière, une autre filiale de la Société générale belge, qui supervise la sécession : « *Albert Kalonji, président d'une aile du Mouvement national congolais (MNC) ayant rompu avec Patrice Lumumba avant la Conférence de la Table ronde et leader des Baluba du Kasai, s'abouche avec la « Forminière » (Société Internationale Forestière et Minière du Congo), sœur de l'Union Minière du Haut Katanga et filiale comme elle de la Société Générale de Belgique, ayant le même président (M. Paul Gillet) que la Société Générale et l'Union Minière (...)* Le 09 août 1960, Albert Kalonji, qui a reçu de la Forminière des bâtiments pour ses ministres, une belle résidence pour lui et des fonds, proclame l'indépendance de l'État minier du Kasai. Ainsi donc l'on va pouvoir priver le Congo du revenu de ses mines de diamants après l'avoir privé du revenu de son cuivre ».<sup>12</sup>

Entre-temps, les manœuvres se multiplient et se succèdent pour défenestrer le Premier ministre congolais et son gouvernement. Des parlementaires et politiciens sont stipendiés, le président de la république et le chef d'état-major de l'armée nationale, Joseph Kasa-Vubu et Joseph-Désiré Mobutu, sont littéralement assiégés par les diplomates et agents secrets belges, américains et autres. On les conseille et on met à leur disposition des moyens, matériels et financiers, pour les aider à avoir la peau du Premier ministre Patrice Emery Lumumba. Le Premier ministre va s'en rendre compte lors d'une visite impromptue chez le président Kasa-Vubu. « *Le président congolais est devenu le pion de ceux qui s'affairent à saper la toute nouvelle démocratie incarnée par les nationalistes congolais. J'ai découvert chez le chef de l'État samedi dernier Messieurs Ghel, Van Bilsen, l'avocat Croquez, bref tout un état-major installé là-bas pour élaborer tous ces plans qui tendent à la balkanisation du Congo* »<sup>13</sup>, déclarera Lumumba devant des parlementaires médusés.

Comme on le constate, Ghel, le professeur Jef Van Bilsen concepteur du plan de 1955 qui proposait l'émancipation-autonomie et non l'indépendance du Congo endéans 30 ans et l'avocat Croquez sont tous de l'establishment belge très impliqués dans l'imbroglie voulu du Congo.

### **Table ronde : rapports de force très inégaux**

« *Lorsque la table ronde commence, Patrice Emery Lumumba lève la main et demande quel sera le contenu de cette indépendance. Il prend soin de préciser : 'Pour moi, ce mot signifie que les Congolais sont devenus maîtres de leur pays'. Lorsque les Belges avancent que, puisque les Congolais n'ont pas d'intellectuels, on pourrait peut-être garder le Roi, comme chef de deux États séparés, avec deux gouvernements, Lumumba précise : 'Dès le 30 juin, jour de l'indépendance, c'est un Congolais qui sera chef de l'État, les Congolais seront maîtres de leur pays'* », rapporte le politologue Jean Omasombo Tshonda<sup>14</sup>.

Ces déclarations ont été reçues comme une véritable douche froide, une insupportable provocation pour l'establishment belge. Malgré la farouche opposition de Lumumba aux velléités néocolonialistes belges, les élites belges toutes tendances et tous domaines confondus avaient juré de garder le Congo coûte que coûte. Les stratégies les plus subtiles ont été échafaudées pour conserver l'eldorado sous contrôle, quitte à trouver la formule la plus consensuelle, si possible ou... si nécessaire, la plus tordue, voire criminelle. Mais le futur Premier ministre congolais ne l'entendait pas de cette oreille et s'était dressé en obstacle contre

---

<sup>12</sup> Chomé, op.cit. p.35

<sup>13</sup> Mbeko, op.cit.

<sup>14</sup> Omasombo, op.cit.

les velléités néocoloniales des anciens maîtres et leurs alliés occidentaux. Mais le combat était fondamentalement inégal, d'un côté les puissances impérialistes occidentales décidées à garder ce pays sous leur joug et à conserver leurs colossaux et vitaux intérêts au Congo ; de l'autre, un patriote de plus en plus isolé, entouré de compatriotes, mais pour la plupart des larbins au service de leurs maîtres occidentaux.

Excédés par l'intransigeance de Patrice Emery Lumumba, le pouvoir belge a, au fil des mois, bel et bien décidé d'en finir par tous les moyens avec cet empêcheur de recoloniser en rond. « *Après la table ronde politique, le 1er mars 1960 une réunion s'était tenue au cabinet du Premier ministre Eyskens en présence du ministre des Affaires africaines d'Aspremont Linden et du professeur Doucy de l'ULB. J'en ai retrouvé le PV : il y était clairement dit qu'il fallait tout faire pour garder le Congo et le texte mentionnait le nom de tel ou tel Congolais qu'il fallait corrompre. La conclusion était claire : celui qu'il fallait éliminer à tout prix, c'est Patrice Lumumba* », confirme à la suite du sociologue belge Ludo De Witte, le politologue congolais, Jean Omasombo Tshonda<sup>15</sup>.

### **Conclusion**

Le Talmud dit : « *L'avenir a un long passé* ». Les malheurs et les turbulences auxquels le Congo et son peuple font face depuis de longues décennies ne sont ni fortuits ni un accident de l'histoire. Ces malheurs et turbulences inscrivent leurs racines dans un passé fait de complots, de déstabilisation, de spoliation, de violence politique, économique, financière, diplomatique et militaire depuis l'accession du Congo à l'indépendance.

Déstabilisation, violence et turbulences conçues et voulues par les impérialistes mais aidés dans leur sordide œuvre par certaines élites congolaises serviles, incapables de se penser en hommes et femmes libres, mais toujours prompts à courber l'échine et à se mettre au service des intérêts de leurs « *maîtres* ». C'est de notoriété publique que le Congo est au centre de tous les enjeux mondiaux. Et ces derniers tournent exclusivement autour d'immenses ressources naturelles de ce pays dont le propriétaire, le peuple congolais, n'a jamais profité.

La prédation a commencé sous l'État indépendant du Congo (E.I.C), à l'époque propriété privée de Léopold II, roi des Belges. Elle a continué sous la colonisation belge, et jusqu'à ce jour le Congo est saigné par les puissances occidentales. On se souviendra qu'il y eût deux Tables rondes, politique en février et économique en avril 1960. Lors de la première, les négociateurs du royaume de Belgique et ceux du Congo se mirent plus ou moins d'accord sur les modalités et la date de l'indépendance.

Lors de la seconde Table ronde, comme on le verra dans une autre analyse, les novices négociateurs congolais, pour la plupart des étudiants débutants, furent plumés par les « *experts* » belges : la Belgique commit un hold up monumental sur l'économie, les finances... bref, le patrimoine du Congo. Tout fut transféré en Belgique et le Congo reçut en héritage une dette à rembourser. Finalement, quand on fait l'inventaire de ceux sur qui repose une part énorme de responsabilité des malheurs congolais, l'ancienne métropole et ses alliés occidentaux, notamment les États-Unis, viennent en premier lieu. Ces pays sont de tous les complots et de toutes les déstabilisations qui ont fini par ruiner le Congo et plonger sa population dans une misère infâme dans un pays pourtant reconnu comme l'un des plus riches en ressources naturelles de la planète. Mais la rengaine, œuvre de la propagande habituelle,

---

<sup>15</sup> Omasombo, ibid.

souvent entendue de la part des impérialistes, consiste à culpabiliser les « *nègres* » qu'on accuse d'incompétence, d'irresponsabilité, de manque de telle ou telle autre qualité. Mais aucun esprit bien-pensant, en Occident, ne dira que ces « *nègres* » sont sous la menace permanente des puissants et contraints d'obéir aux diktats et injonctions au risque de se faire immoler. On connaît le sort réservé à Patrice Emery Lumumba et à Laurent-Désiré Kabila, accusés tous les deux de trop de patriotisme.

### **Références :**

- Jean Omasombo, « Je l'affirme en 1960 le Congo a été assassiné. Il n'y avait plus rien », *Le Soir*, 21 juin 2020, <https://plus.lesoir.be/308582/article/2020-06-21/jean-omasombo-je-laffirme-en-1960-le-congo-ete-assassine-il-ny-avait-plus-rien>.
- Wenkin, H. (2017). *Le Congo s'embrace*. Weyrich Edition
- De Witte, L. (2017). *L'ascension de Mobutu: comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*. Investig'Action.
- Chomé, J. (1974). *L'ascension de Mobutu. Du sergent Joseph Désiré au général Sese Seko*. Ed. Complexe
- Mbeko, P. (2012) *Le Canada dans les guerres en Afrique centrale*, Le Nègre Editeur
- De Witte, L. (2000). *L'assassinat de Lumumba*. Karthala Editions.

### **Quelques mots sur l'auteur :**

Monsieur Mayimba Ndandu Justin a obtenu un premier diplôme en journalisme et un deuxième en politique extérieure. Il est le cofondateur du journal congolais « La Référence Plus » où il a été secrétaire de rédaction et puis rédacteur en chef (politique extérieure). Il est aussi le cofondateur du média congolais en ligne « Le Débout Congolais ».

Pour citer cet article : Justin M. Ndandu (Sept. 2020) « **Chroniques d'une Indépendance piégée/ volet 2 : Table ronde et destruction d'un pouvoir souverain** », Analyse n°2, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.